

Informationnsblat

N°113 -2012

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 18 juin 2012
19	Gemeinderatssitzung Sanem vom 18. Juni 2012 Schulorganisation 2012/2013 einstimmig verabschiedet

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 67
e-mail mail.commune@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F ' C R E A T I O N S

Textes et photos: Secrétariat communal



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem

de la séance publique

du lundi, 18 juin 2012

date de l'annonce publique:	12 juin 2012
date de la convocation des conseillers:	12 juin 2012
début:	16h30
fin:	19h45

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Mme Speck-Braun Patricia

Premier votant:

M. Engel Georges

Mme Reuter-Bauler Carine na pas pris part au vote des points 1 à 23.

M. Rings Robert n'a pas pris part au vote des points 1 à 9, 33 et 34.

M. Engel Georges n'a pas pris part au vote du point 25.



Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir procéder pour des raisons de procédure au vote du point 27 après le vote du point 32 dans la séance à huis clos.

Vote unanime

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Acquisition d'un camion grue 26 to avec équipement hivernal pour les services de régie. Devis définitif détaillé: 295.000,- € (article budgétaire: 4/1212/2231/001)

Vote unanime

3. Mise en exploitation de la «Résidence op der Waassertrap». Devis définitif détaillé: 251.200,- € (article budgétaire: 4/0643/2123/006)

Vote unanime

4. Aménagement d'une aire de repos dans la rue de Lidice à Soleuvre. Devis définitif détaillé: 88.000,- € (article budgétaire: 4/0720/2163/011)

Vote unanime

5. Travaux de renouvellement du raccord en eau potable pour la Maison Feyder à Sanem. Devis définitif détaillé: 46.000,- € et modification budgétaire: 46.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2143/109)

Vote unanime

6. Travaux de génie civil pour l'extension du réseau de canalisation au site Belval pour les années 2012 à 2013. Devis définitif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/0733/2143/053)

Vote unanime

7. Travaux d'extension du réseau d'eau potable au site Belval pour les années 2012 à 2013. Devis définitif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2143/104)

Vote unanime

8. Renouvellement de la conduite d'eau et du réseau antenne collective dans la rue du Bois à Belvaux. Devis supplémentaire: 35.000,- € et modification budgétaire: 35.000,- € (article budgétaire: 4/0740/2143/103)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

9. Approbation d'un acte de vente avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg concernant la vente du Centre Intégré pour Personnes Âgées de Soleuvre moyennant le prix de 6.958.332,00 euros en faveur de la Commune de Sanem

Vote unanime

10. Approbation d'un projet d'acte de vente avec la société de développement AGORA S.à r.l. et Cie concernant l'acquisition d'une parcelle de terrain sise au lieu-dit «In der Langwies» à Belvaux d'une contenance de 151 ares 21 centiares

Vote(s) positif(s): 12 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert, Schlesser Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Abstension(s): 1 Urbany Serge
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------

11. Approbation d'un acte de vente signé entre les sœurs REUTER et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un bâtiment à habitation situé à L-4450 Belvaux, 22, route d'Esch au prix de 351.000,- € en faveur des sœurs REUTER

Vote unanime

12. Approbation d'un acte de vente avec le consortium d'héritiers FRISCH concernant deux terrains sis à Sanem au prix de 125.000,- € en faveur des consorts FRISCH

Vote(s) positif(s): 11 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert, Schlesser Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Abstension(s): 2 Morgenthaler Nathalie, Urbany Serge
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------

13. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur LOPES (GOMES) Bruno Alberto concernant une parcelle de terrain à Belvaux

Vote unanime

14. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec les époux SANAVIA-BREDEN concernant une parcelle de terrain à Belvaux

Vote unanime

15. Approbation d'un contrat de bail avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg concernant la location du parc du château de Sanem

Vote unanime

16. Approbation de la convention numéro 2090 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, la société Agora S.à r.l., Cie et Secs et l'Administration Communale de Sanem concernant la construction d'une passerelle et d'un chemin pour piétons reliant le nouveau lycée sis sur le site des anciennes friches industrielles Belval Ouest à l'arrêt ferroviaire Belval-Lycée

Vote unanime

17. Approbation d'un contrat de bail avec le sieur WIJNE Antonius concernant la location d'une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

18. Approbation d'un contrat de bail avec la société Agora s.à.r.l. et Cie concernant la location d'une propriété immobilière sise au sein du futur parc de Belval, avec une surface de 700 m² équipée d'un Skate Parc

Vote unanime

FINANCES

19. Etat des recettes restant à recouvrer à la clôture de l'exercice 2011

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des restants à poursuivre:	126.084,87	895,76
Total des décharges proposées:	13.292,55	/
Total des arrérages	139.377,42	895,76

Vote unanime

20. Approbation de décomptes

Article	Libellé	Devis	Dépenses
4/0420/2123/043	Création de nouvelles salles de classe à l'école 2000 à Soleuvre - libération de garanties	10.806,75	10.806,75
4/0461/2251/001	Acquisition d'un nouveau système de distribution des repas sur roues sur base de porcelaine	10.000,00	33.713,31
4/0643/2123/014	Acquisition de lits	50.000,00	49.922,29
4/1212/2133/117	Extension de feux de signalisation route d'Esch - rue Robert Kriepps à Belvaux	65.000,00	40.866,71

Vote unanime

21. Centre de Rencontre, d'Information et d'Animation pour Jeunes:
A. Approbation du décompte 2011

Vote unanime

- B. Approbation d'un subside de 5.800 euros à accorder à l'asbl Jugendtreff SABA concernant la transformation de la salle supplémentaire de la Maison des Jeunes à Soleuvre, dans le cadre du Projet du SNJ "PROUFSALL" par renoncement au remboursement partiel en hauteur du même montant dans le cadre du décompte de l'exercice 2011

Vote unanime

22. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé
Fondation Lëtzebuerger Blannenvereenegung	Subside 2012	100,00
Aide aux Enfants Handicapés du Grand-Duché	Subside 2012	100,00
Save Emilie Lahr	Soutien financier maladie Emilie	/
Treffpunkt ADHS	Soutien financier info-téléphone, thérapie adultes	/
Prévention suicide	Soutien financier suicide personnes âgées	/
Ligue H.M .C.	Carte de membre	/
Conseil National des Femmes du Lux.	Subvention travaux d'études participation politiques des femmes aux élections	/
Stop Dioxin	Carte de membre	/
Emil Antony	Projet humanitaire Malawi	/
Sportlycée Letzebuerg	Participation équipe de cross ISF World School Championship à Malte	/
Lëtzebuerger Landjugend Jongbaueren an Jongwënzer Maacher	Landjugenddag 17.05.2012	/
Ugda	Don comité d'honneur / patronnage	/
LuxRollers	Participation frais de bus saison 2012/2013	/
Syndicat d'Initiative de la Commune de Pétange	75 ^e anniversaire	/

Vote unanime

23. Organisation du service «Nightrider» dans la région Sud pour l'année 2012:
- Décision de facturer les trajets non-utilisés aux titulaires de la «Night-card»

Le Conseil Communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes;

Vu les conditions générales de vente de Sales-Lentz Autocar S.A. concernant le service «Nightrider»;

Vu la délibération du conseil communal du 10 février 2012 concernant l'organisation du service «Nightrider» dans la région Sud pour l'année 2012 relative à la décision de participer à l'action du syndicat PRO-SUD;

Vu la délibération du conseil communal du 10 février 2012 concernant l'organisation du service «Nightrider» dans la région Sud pour l'année 2012 relative à la création d'une taxe / prix de vente;

Vu que Sales-Lentz facture les trajets non-utilisés au syndicat PRO-SUD et donc par la suite aux communes;
Après en avoir délibéré conformément à la loi;

décide de facturer les trajets non-utilisés qui n'ont pas été annulés au moins deux heures avant la date de départ aux titulaires de la «Night-card».

Vote unanime

24. Adaptation du règlement-taxe fixant le loyer pour la mise à disposition d'appartements pour personnes âgées à Sanem

Vu la proposition du collège échevinal concernant l'adaptation des loyers pour chaque locataire à partir du 1^{er} octobre 2012 (à l'exception du bail de Mme et M. Feher-Nadj -> 01.11.2013):

Type d'appartement:	Loyer actuel	Nouveau loyer
81 m ²	715 (= 8,81 / m ²)	786,50 (= 9,70 / m ²)
71 m ²	625 (= 8,80 / m ²)	687,50 (= 9,70 / m ²)
61 m ²	540 (= 8,85 / m ²)	594 (= 9,70 / m ²)

Vote(s) positif(s): 14

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Rings Robert, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine

Vote(s) négatif(s): 1

Urbany Serge

MAISON RELAIS POUR ENFANTS

25. Création de plusieurs postes à durée indéterminée, pour le besoin de la maison relais SANEM sous le champ d'application de la CCT SAS, dans le cadre de l'ouverture du foyer «Roude Wee»

	Carrière / CCT SAS	Heures/semaine
3 Postes d'Éducateur diplômé	PE5 Éducateur diplômé	40
1 Poste d'Éducateur diplômé	PE5 Éducateur diplômé	20
3 Postes d'Aide-Educateur	PE5 éducateur (en formation)	20
3 Postes d'Aide-Educateur	PE5 éducateur (en formation)	16
1 Poste de Cuisinier C.A.T.P.	PAM 1	40
1 Poste d'Aide-cuisinier	PAM 2	30

Vote unanime

ENSEIGNEMENT

26. Approbation du Projet d'Organisation Scolaire Provisoire de la Commune de Sanem pour l'année scolaire 2012/2013

Vote unanime

Pour des raisons de procédure le point 27 a été délibéré après le vote du point 32 dans la séance à huis clos.

27. Affectation du personnel enseignant dans le cadre de la 1^{ère} liste des postes d'instituteurs vacants pour l'année scolaire 2012/2013

- a) un poste d'instituteur au cycle 1 de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
Mersch Karin

- b) un poste de surnuméraire au cycle 1 de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
Bijaoui Morgane

- c) un poste de surnuméraire au cycle 1 de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
Loutsch Tanja

- d) un poste de surnuméraire au cycle 1 de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
Divis Lenka

- e) un poste de 2^e intervenant au cycle 1.0 de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
Tirode Sandy

- f) un poste du 2^e, 3^e ou 4^e cycle de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
Delli Zotti Marthe

DIVERS

28. Approbation de la convention «Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior)» conclue entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration, les Communes de Bascharage, Differdange, Sanem et Pétange et l'association «Aide pour personnes âgées Prënzebiërg» pour l'année 2012

Vote unanime

29. Groupement Européen de Coopération Territorial (GECT) «Alzette-Belval»;
Nomination des représentants de la Commune de Sanem dans l'assemblée et le bureau du GECT Alzette-Belval

Proposition du collège des bourgmestre et échevins

- Assemblée:
- nomination de M. Georges Engel comme représentant
 - nomination de Mme Myriam Cecchetti comme suppléante
- Bureau:
- nomination de Mme Nadine Tornambé-Duchamp comme représentante
 - nomination de M. Georges Engel comme suppléant

Vote unanime

30. Modification de la composition des commissions consultatives

Vu la démission de Mme Agnès Kralj-Majerus comme membre suppléant de la commission de l'intégration;

Le conseil Communal nomme comme membre suppléant:

Nbr	Commission	Statut	Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité
1	Intégration (Commission de l')	obligatoire	Simon S Ferdinand	L-4444 Belvaux	membre luxembourgeois	luxemb.

Vote unanime

31. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation relatif à l'installation d'une grue pour les besoins de la construction d'une maison au n°264 route d'Esch à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 4 juin 2012;
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation relatif aux travaux de raccordement de la maison n°55 rue Prince Jean à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 15 juin 2012;
 - c. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation relatif aux travaux de raccordement au réseau du boulevard du Jazz à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 15 juin 2012;

Vote unanime

32. Questions et divers

1. Question introduite par le conseiller José Piscitelli:

Bieles, den 31. Mee 2012

Un de Schefferot vun der Gemeng Suessem,

Gemäss dem Artikel 13 vum ëmgeännerte Gemeindegesetz vum 13.12.1988 an den Artikelen 6 a 7 vum internen Uerdnungsreglements fir de Gemengerot, froen ech fir, am Kader vun der Biergerbedeegung un der Politik, den Ordre du jour vun der nächster Gemengerots-Sëtzung (vum 18.06.2012) (an deene Sëtzungen duerno) mat folgendem Punkt ze kompletéieren:

Froë vun den Awunner

Wéi der hei ënnedrun, ënner Punkt 8 an der Invitatioun fir de Gemengerot vun Niederanven kënn gesinn, kréien do, nieft de Conseiller'en, d'Awunner aus der Gemeng och d'Méiglechkeet fir hir Froen am Kader vun enger öffentlecher Sitzung dem Buergermeeschter, dem Schefferot an/oder dem Gemengerot ze stellen.

Dës Froë ginn dann, laut den Aussoë vun engem vun deenen Niederanvener Awunner, déi zanter enger Zäit schon heivunner profitéieren, entweder direkt oder nodréiglech beäntfert.

Am Kader vun der Biergerbedeegung un der Politik (esou wéi daat jo och am Punkt 3. vun eisem Schefferotsprogramm: „Integratioun a Chancegläichheet“ virgesinn ass) a fir d'Gemengerots-Sitzungen fir méi e grouse Publik méi interessant ze maachen, géif ech daat och fir eise Gemengrot proposéieren.

Et wär natierlech guut, wann een dës nei Méiglechkeet fir eis Bierger, am Virfeld (eventuell duerch eng Informatiounscompagne), dann och kéint bekannt maachen.

Niederanven, den 27. April 2012

**Einberufung einer öffentlichen Gemeinderatsitzung
am Freitag, den 4. Mai 2012
um 9.00 Uhr morgens im Sitzungssaal in Oberanven**

TAGESORDNUNG

- 1) Unter Ausschluss der Öffentlichkeit:
Gemeindepersonalangelegenheiten.
- 2) Einlauf.
- 3) Schulangelegenheiten:
- Aufteilung der Schulklassen und Bestimmung der Lehrerstellen für
das Schuljahr 2012/2013;
- Festlegung der jährlichen Einschreibgebühr für nicht-anässige
Schüler/innen.
- 4) Immobilientransaktionen:
Tausch und Verkauf Burkat, „An der Rëtsch“, Rameldange.
- 5) Vereinbarung 2012 Gemeinde / A.S.B.L. Jugend- a Multimediahaus
Nidderaanven.
- 6) Studentengrämien für Universitäts- und Hochschulstudien: Anpassung
des Gemeindereglementes.
- 7) Gemeindeabschlusskonten 2010.
- 8) Fragen der Räte - Fragen der Einwohner.
- 9) Geheimhaltung.

Das Schöffenkollégium.

Merci am Virus.
Mat beschte Gréiss,
Jos Piscitelli
Gemengerot

Réponse du collège des bourgmestre et échevins:

Mir hunn am Schäfferot doriwwer diskutéiert, an dat iwwert eng länger Zäitche. Mee wat mir méi doriwwer geschwat hunn, wat méi Froen opkoumen. An zwar vun juristescher Natur, wéi een dat soll négociéieren an managen, ob een di Froen soll virdrun eranginn, etc. Mir kucken déi Diskussioun an méi engem breeden Débat nach eng Kéier ze féieren. Mir géifen eis nach eng Kéier domat ausernee setzen an dann am Laf vun der nächster Zäit dorop zeréckkommen.

2. Question introduite par le conseiller José Piscitelli:

Bieles, den 31. Mee 2012

Un de Schefferot vun der Gemeng Suessem

Gemäss den Artikelen 23 a 25 vum ëmgeännerte Gemeindegesetz vum 13.12.1988 an den Artikelen 6 an 9 vum internen Uerdnungsreglements fir de Gemengerot, riichten ech fir déi nächst Gemengerots-Sëtzung (vum 18.06.2012) folgend Froën un de Schefferot:

Betrëfft: Passerelle vum Bieleser Kierfesch iwwert d'Eisebunn an d'Rue de France

An der leschter Legislaturperiod hat ech, net zulescht als zoustännege Scheffe fir d'Maison Relais'en, deen iwwer ronn 20 Joer aalen „never ending story“ Dossier vun der Passerelle vum Bieleser Kierfesch iwwer d'Eisebunn an d'Rue de France erëm an „Ugrëff“ geholl. Dorops hinn ass dem Gemengerot e „Projet définitif détaillé“ fir eng Passerelle mat engem Käschtepunkt vu ronn 350.000 Euro virgeluecht ginn, déi dann och de 25. März 2010 gestëmmt gouf an déi net zulescht dofir geduecht war fir dass haaptsächlech d'Kanner aus der Rue de France um kierzten a sêcherste Wee kéinten an d'Schoul Bieles-Post goen an dass d'Leit aus der Rue de France, resp. déi déi do an de Café, an d'Konscht- a Geschichtshaus „A Gadder“ an an déi nei Maison Relais niewendru ginn, vum Parking déi aner Säit beim Kierfesch kéinte profitéieren.

Domadder sollt et awer net gedoë sinn, well, trotz engem „Projet définitif détaillé“, steet iwwer zwee Joer drop nach emmer keng Passerelle, mä bien au contraire, et sinn nawell erëm, genau wéi an der Vergaangenheet, (nei) Problemer opgetaucht, déi de Projet elo erëm a Fro stellen, voire verhënnere?:

- De Präis kloum an der Tëschenzäit vun 337.725 op 462.725 Euro an de Budget huet scho mussen adaptéiert ginn,
- Dunn houch et ebeemol, d' "Feeder" misst extra isoléiert ginn an dofir misste wéins der Statik nei Potoë gesat ginn.
- Fir daat ze maachen, misst d'Zuchstreck komplett gespaart ginn an dofir misst eng Autorisatioun bei der EU zu Bréissel ugefrot ginn - waat zwee Joer géif daueren...
- An zu gudder Lescht dann déi Bescht: Daat ganzt géif dann och nach 250.000 Euro kaschten...

woufir de Projet dann elo emol (erëm) op Äes soll leien.

Ech iwverloosse jidderengem eenzelnen dës Informatiounen, déi wäit nom definitive Vote am Gemengerot koumen, selwer ze beurteilen.

Wann ee wees, dass déi ganz Streck vu Belval bis op Bieles d'lescht Joer (wou jo och schon d'Demande fir dës Passerelle virlich), ganz erneiert gouf a während sëllesche Week'ender komplett gespaart war an dass, nieft enger Gare op Belval, enger Passerelle vum Plaza I eriwwer an daat neit Parkhaus (daat elo um Entstoën ass) an engem Zucharrêt inklusiv enger Passerelle / Bréck fir bei de Lycée op Belval vun der CFL-Immo S.A. autoriséiert a baue gelooss goufen, da muss een sech eechtlech d'Fro stellen: Wou läit de Problem?

Wéi huet dës Gesellschaft et fäirdeg bruecht all dës Bauwierker, an enger relativ kuerzer Zäit, opriichten ze loossen, wann se mat enger simpler Passerelle vun 29 Meter laang, 2,4 Meter breed a 6,5 Meter héich, schon esouvill Problemer huet - Oder ginn et do aner Ursachen?

- Ass de Projet, wéi de Bureau, deen drop waart fir d'Aarbechten an Optrag ze ginn, vun eisem Service technique matgedeelt krut, wierklech op Äis?
- Wou ass d'Conventioun drun, déi hei mat der CFL-Immo S.A. sollt gemaach ginn?
- Ass d'Demande fir d'Streck ze späere schon op Bréssel gaangen, fir de Fall wou wierklech ganz misst zougemaach ginn?
- Ass d'Gemeng / de Schefferot bereed vermeitlech weider Käschten ze droen / z'iwverhuelen (ëmmerhinn huet d'Eisebunn och eng Responsabilitéit fir dass d'Leit beschtméiglechst iwver oder ënner hir Schinne kommen...)?
- Wéi gedenke mär als Gemeng am Allgemengen an deem Dossier do virun ze fueren?

Merci am Virus fir Är geschätzten Äenfert.
Mat beschte Gréiss,
Jos Piscitelli
Gemengerot

Réponse du collège des bourgmestre et échevins:

Dësen Projet huet schon eng aal Geschicht an 2 mol ass näicht aus deem Projet ginn an dat heiten as lo den 3. Versuch fir dës Bréck ze bauen.

Den 11. Juni 2009 ass den Contrat d'ingénieur mam Bureau d'études FBL ënnerschriwwen ginn, déi dann e Projet préparéiert hunn.

Den 19. März 2010 huet den Gemengerot dann den Devis estimatif gestëmmt an deem Projet sollt 350.000 € kaschten.

Well di Bréck iwver d'Eisebunn geet an d'CFL net grad den einfachsten Betrieb ass fir eng Genehmigung ze kréien, gouf et eng 1. Réunioun mat der CFL den 8. September 2010. An dat nodeems mer mat hinnen schon um Terrain waren, well do verschidden Problemer opgetaucht sinn.

Den Haaptproblem war, dass well mer di Bréck sou déif wi méiglech wollten haalen, sou dass mer relativ no un d'Feederen komm sinn.

Also goufen et 2 Méiglechkeeten: d'Feederen ze isoléieren oder di ganz Bréck ëm 2,70 m hiewen, mee dann hätte mer awer missen e riesegt Trapenhaus bauen oder all Kéiers e Lift op all Säit oprichten.

Also gouf zeréckbehalen, dass d'Feederen sollen isoléiert ginn. D'CFL huet dunn ofgeschaaft, dass et tëschent 50.000 an 150.000 € wärt kaschten, well hei net nëmmen d'Isolatioun gemaach misst ginn, mee och nei Poteauen missten opgeriicht ginn, well duerch d'Isolatioun méi Gewicht entsteet an doduerch d'Statik net mi di selwecht ass.

Am November 2010 huet den Här Schiltz vun der CFL eis en méi genauen Devis vun 110.000 € eranginn, an do waren d'Arbéchten integréiert wéi d'Isoléieren vun den Feederen, an och d'Ersetzen vun 5 Poteauen fir di statesch Belaaschtung opzefänken an d'Coupure vum Netz plus den Encadrement während dem Chantier.

Bei enger 2. Réunioun mat der CFL den 11. März 2011, gouf nach eng Kéier kloer gestallt, dass sie näicht géifen bezuelen mee all d'Fraisen fir d'Gemeng wieren. Fir eng Permissioun vun hinnen ze kréien, missten mer och di genau Pläng vun der Bréck erareeche, mee déi Pläng sollte mer just kréien wa mer eng Commande un den Constructeur ginn, an di Commande konnte mer just ginn wann mer en genauen Chiffer vum Projet wëssen. Also en richtegen Cercle vicieux. D'CFL wollt dann och eng Conventioun opstellen, déi mer och eréischt Méinten dono kritt hunn.

An der Zäit vun März bis Dezember 2011 huet den Bureau d'études d'Offeren ugefrot wat mat Komplikatiounen verbonne war, well mir iwwert den Seuil vun der Soumission publique fir d'Bréck komm sinn, wat bei där éischer Estimatioun vum Fournisseur vun der Bréck net de Fall war.

Den 12. Dezember 2011 ass d'Conventioun vun der CFL komm, an op eemol war vun 250.000 € Fraisens riets, well se direkt den Maximum vun 150.000 € fir d'Isolatioun geholl hunn, wou um Ufank vun 110.000 € geschwat gouf. En plus hunn sie 21.890 € Imprévuen dobaigesaat, 16.103 € Frais généraux an dee Montant war hors TVA, dat heescht nach engkéier 15 % TVA dobai, an dat mécht dann nach eng Kéier 32.608 €

Vun Dezember 2011 bis Juni 2012 huet den Schännerot décidéiert, dass mir am Prinzip de Projet och mat deene Käschte géingen realiséieren. Mir géifen awer eng Entrevue mat der Direktioun vun der CFL froën fir ze klären ob sie sech net awer deelweis um Projet bedeelegen. Dee Bréif ass den 15. März 2012 erausgangen an mir hun d'lescht Woch, 3 Méint nom Bréif en Rendez-vous mat der CFL kritt. Dës Entrevue ass fir den 25. Juni 2012 fixéiert.

Et geet hei em en Projet deen vun Ufanks 350.000 € op 600.000 € geklommen ass, an mir hoffen dass d'CFL eis entgéint kënnt oder eis wéinstens kann versécheren, dass dësen Montant net op eemol rem eng Kéier klëmmt.

Mir bleiwen hannendrun an halen Ierch dann um Lafenden.

3. Question introduite par les conseillers Mike Lorang, Carine Reuter-Bauler et Nathalie Morgenthaler:

Un de Schännerot vun der Gemeng Suessem

Am Juni 2008 hunn d'Stroossebauarbeiten an der Cité Fénkelberg ugefaangen. Deemools haten d'Awunner aus deene betraffene Stroossen

een Ziedel vum Schäfferot an der Bréifkëscht leien, dee gesot huet déi Uarbechte géife +- 2 Joer daueren.

Een 2. Ziedel vum Schäfferot vu Juli 2011 huet du matgedeelt, dass wéinst Problemer mat den Uschlëss un déi privat Stéit de Schantje Verspéidung kritt huet.

Déi betraffe Firma, déi do am Asaz ass, huet rezent den Awunner (op Nofro hin) erklärt dass déi läscht Stroossen eréischt 2013 definitiv fäerdeggestallt wäerte ginn.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemeengegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt măr Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Firwat huet dee Schantjen esou vill Verspéidung kritt (aus 2 Joer sinn et der 5 ginn)?
- Wuar een Délai an der Soumissioun virgesinn?
- Wann den Délai aus der Soumissioun net respektéiert ginn ass, bezillt déi Firma da Strofgeder fir dës Verspéidungen?

Merci am virus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,

Fir d'CSV-Fraktioun,
Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Nathalie MORGENTHALER
Member vum Gemengerot

Réponse du collègue des bourgmestre et échevins:

Als éischt muss een mol soen, dass de Chantier „Fenkelbiërg“ kee Chantier vun der Gemeng ass, mee en Chantier vun der Sudgaz.

D'Ursaache vun der Verspéidung:

- Problemer mat den Trancheeën fir déi privat Uschlëss. Déi ware ganz schwierig. D'Heiser, virun allem déi an der rue Emile Metz an der rue Sigefroi, hu Fundamenter déi bis méi wéi 1 Meter ënnert d'ficht Fassade ewechginn.
- D'Refektione op Privatterrainen waren och méi schwierig wéi ugeholl.
- Et goufen zousätzlech Tronçonnen gemach déi net virgesi waren. (rue Michel Rodange an och d'Avenue 2000)
- Tëschenduerch huet d'Entreprise Bonaria et fils och déi 1. Phase vum Projet vun der «évacuation d'eau superficielle cité Fenkelbiërg» am Park gemach.
- Mir haten iwerderch schnëttlech vill Intempérien.
- De Projet FTTH (Fiber to the Home) gouf ët 2008 nach nët. Elo mussen och fir d'Post vill méi Aarbechte gemach gin. (méi Gainen an méi Schächt)
- Et war virgesin just eng Tranchée am Trëttoir ze maachen. Et huet sech erausgestallt, dass ët mat deene Réseauen déi schlussendlech participéiert hunn, mat enger Tranchée net duer gaang ass. Dofir hun 2 Trancheeën misse gemach ginn. Eng an der Strooss fir Waasser a Gas an eng am Trëttoir fir (Creos, P&T an Eltrona).

Wat d'Soumissioun ubelaangt, esou war et en Appel d'Offer vu Sudgaz wou keng Délaien dran stoung wéini datt de Chantier soll färdég sin.

An eisem Avis vum August 2011 stung als Fin des travaux 2013 genau esou wéi d'Firma Bonaria et fils dat de Leit matgedeelt huet. Dat war keen neie Moment.

4. Question introduite par les conseillers Mike Lorang, Carine Reuter-Bauler et Nathalie Morgenthaler:

Un de Schännerot vun der Gemeng Suessem

Bieles, den 1. Juni 2012

Mär hunn als Gemengeréit eng Kopie vun engem Bréif kritt, deen un de Schännerot adresséiert ass. Dee Bréif ass op de 24. Mee 2012 datéiert a kënnt vun enger Awunnerin aus der Grand-Duchesse Charlotte Strooss vu Bieles.

Doranner beklot déi Persoun sech dass hiere Bréif vum 12. September 2011 ouni Äntwert ärsäits bliwwen ass.

Donieft beklot déi Persoun sech awer och dass si Problemer mat hirem Noper huet, deen sech anscheinend beim Bau vun enger Clôture esou wéi vun enger Schwämm net un déi bestehend Reglementer gehale soll hunn.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemeengesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Firwat huet déi Persoun bis elo (no iwwer 8 Méint) nach ëmmer keng Äntwert vum Schännerot kritt?
- Kënn Där eis méi Detailler zu deem Fall ginn?

Merci am virus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,

Fir d'CSV-Fraktioun,
Nathalie MORGENTHALER
Member vum Gemengerot

Réponse du collège des bourgmestre et échevins:

All d'Conseiljeen hu wahrscheinlech an der leschter Woch e Courier kritt vun der Mme Annette Weidert aus der rue Grande-Duchesse Charlotte hei vu Bieles, wou sie sech driwwer opreegt, dass sie keng Äntwert op hier Reklamatioun vum September 2011 kritt huet betreffend eng Clôture déi hiere Noper opgeriicht huet an déi net conforme ass zum Baureglement.

Dës Ausso ass net ganz richtig. Richtig ass dat d'Madame keng schrëftlech Aentwert vun eis kritt huet a richtig ass dat déi Clôture nach ëmmer do steet well de Noper sech weigert, déi Clôture ewech ze huelen.

D'Madame ass awer um Courant dat d'Gemeng schons den 9. September 2011 dem Noper e Schreiwes gemaach huet betreffend seng Clôture. Also esouguer dräi Deeg virum Courier vun der Madame. Dat well hiere Bekannten schons virdrun perséinlech de Problem um Bautebüro virgedroen huet. D'Madame muss och doriwwer au courant

sinn well de Kontakt mat hierem Bekannten huet nach déi Wochen duerno ugedauert. Mir haten nach en zweete Courier un de Noper gericht. Wourops deen dunn eng Demande fir eng Baugenehmigung ugefrot huet.

Ech hunn den 12. Dezember 2011 eng Autorisatioun ginn awer just fir en Deel vun deene Panneauen déi opgericht gi sinn an déi conforme zum Reglement sinn. Dorops huet de Noper eis informéiert, dass hien géing refuséieren fir déi net conforme Panneauen eweg ze huelen, an dat aus verschiddene Grënn.

- Well d'Police him gesot huet, hien soll dofir suergen, dass seng Henn net méi fortlaafen
- Well hien vill Suen investéiert huet
- A well hien seng Privatspäre well schützen

Wéi der gesitt as et keng einfach Saach an deem Noperstreit ze agéieren.

Momentan si mer am gaang nach eng lescht Opfuerderung un de Noper ze schreiwen fir sech zum Bautereglement conforme ze setzen.

Wat déi Piscine ugeet déi d'Madame elo contestéiert: Do ass et esou dat et fir déi Anlag effektiv keng Baugenehmigung gëtt an dass och de Recul net agehalen ginn ass beim Opriichten. Allerdings ass et esou dat déi Piscine zanter 2007 do steet an dass den Délai fir ze reklaméieren no 3 Joer ausleefft. Demno sin eis hei d'Hänn gebonnen.

Hei geet et em wierklech em en Noperstrait, wou mir als Gemeng net sollten „Zünglein an der Waage“ spillen.

SEANCE A HUIS CLOS

ENSEIGNEMENT

33. Démission honorable de la dame TESSARO Nelly, monitrice d'éducation physique, à partir du 1^{er} octobre 2012

Démission accordée.

CENTRE INTEGRE POUR PERSONNES AGEES

34. Approbation de la démission de la dame Fusulier Linda aide-soignante, à durée indéterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au CIPA «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignante PS5

Démission accordée.

35. Nomination d'un aide-soignant (m/f), à durée indéterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5

Est nommée
Moraira De Brito Veronica

36. Nomination d'un aide-soignant (m/f), à durée indéterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5

Est nommée:
De Aguiar Sandra

37. Nomination d'un infirmier (m/f), à durée indéterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au C.I.P.A. «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'infirmier. PS4

Est nommé:
Kellmeyer Markus

38. Modification de la délibération du Conseil communal du 9 février 2009 concernant les primes de responsabilité à attribuer à l'équipe dirigeante du CIPA, conformément à l'article 27 du CCT-SAS pour salariés

Approbation

MAISON RELAIS POUR ENFANTS

39. Nomination d'un d'éducateur diplômé à mi-temps (m/f) dans le cadre des heures «EBS», et à durée déterminée pour la période du 16 juillet 2012 au 31 décembre 2012, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur diplômé PE5

Est nommée:
Schweich Nathalie

ADMINISTRATION

40. Nomination définitive de la dame HOFFMANN Marianne au poste d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} juillet 2012

Nommée définitivement:
Hoffmann Marianne

41. Nomination définitive du sieur SCHOCKMEL Sven au poste d'expéditionnaire administratif auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} juillet 2012

Nommé définitivement:
Schockmel Sven

42. Nomination d'un salarié (anciennement employé privé) à mi-temps de la carrière C, sous contrat de travail à durée déterminée pour les besoins du service écologique

Nommé:
Cardarelli Christophe



Gemeinderatssitzung Sanem vom 18. Juni 2012

Schulorganisation 2012/2013 einstimmig verabschiedet

Die Tagesordnung der heutigen Gemeinderatssitzung am 18. Juni 2012 beinhaltete insgesamt 42 Punkte, von denen vor allem die Information über die SOTEL-Affäre, diverse Immobilientransaktionen, die Schulorganisation 2012/2013 und der Bau eines Fußgängerüberganges in Beles die meiste Aufmerksamkeit auf sich zogen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entschuldigte DP-Rätin Patricia Speck-Braun, die noch immer krankheitshalber nicht anwesend sein konnte.



BELES

Beim ersten Punkt der öffentlichen Sitzung informierte der Vorsitzende, Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den Gemeinderat kurz über die SOTEL-Affäre, in der es um den Bau einer Hochspannungsleitung geht, die Luxemburg und Frankreich miteinander verbinden soll. Am vergangenen 7. Juni 2012 hatte das Verwaltungsgericht ein Urteil in dieser Angelegenheit getroffen. Das Gericht befand, dass der Energiekonzern SOTEL mit seinem Einspruch im Recht sei und annullierte somit die Ablehnung der Baugenehmigung von Seiten des Bürgermeisters von Sanem. Das Gericht hat sich rein auf die Tatsache basiert, ob es sich hierbei um eine Freileitung oder eine unterirdische Leitung handelt. Dabei haben die Richter allerdings unter anderem das

Argument ignoriert, dass die Verlegung der umstrittenen Stromleitung durch eine „zone d'intérêt paysager“ vorgesehen ist, in der eigentlich nichts gebaut werden darf. Außerdem hat das Verwaltungsgericht entschieden, dass die Bauarbeiten der SOTEL wohl einer Genehmigung des Bürgermeisters unterliegen, aber nicht aufgrund der Erdaushebung und der Erdauffüllung, sondern im Falle einer Umänderung des Reliefs. Dieses Gerichtsurteil gilt erst mal als Schlusspunkt in dieser Affäre, da es in zweiter Instanz keine Berufungsmöglichkeit gibt. Das Dossier wird also wieder zu einer Gemeindeangelegenheit, in der der Bürgermeister erneut eine Entscheidung treffen muss. Die Umweltschutzorganisation Greenpeace, die ebenfalls gegen SOTEL geklagt hatte, hat bereits im Namen der betroffenen Anwohner eine Unterredung bei der Gemeinde angefragt. Der Bürgermeister geht auch davon aus, dass es auch nicht mehr lange dauern wird bis der Energiekonzern die Baugenehmigung beantragen wird. In den nächsten Tagen wird sich der Schöffenrat nochmals mit den Anwälten beraten inwieweit die Gemeinde überhaupt noch die Genehmigung verweigern kann. Man gehe allerdings davon aus, dass mit der Entscheidung des Verwaltungsgerichtes der Gemeinde die Hände gebunden sind. Über den weiteren Verlauf in dieser Affäre wird der Gemeinderat natürlich unterrichtet.



NAHERHOLUNGSGEBIET IN DER RUE DE LIDICE IN ZOLWER

Der erste Kostenvoranschlag der heutigen Sitzung betraf die Anschaffung eines neuen multifunktionalen Lastwagens, der sowohl im Winterdienst einsetzbar sein wird als auch mit einem Kran ausgestattet wird. Die hierfür benötigten 295.000 € wurden einstimmig gutgeheißen.

Im Rahmen der Inbetriebnahme des neuen Alten- und Pflegeheims REWA „Résidence Op der Waassertrap“ in Beles/Belval-Nord, wurden zusätzliche 251.200 € benötigt (weniger als 1 % der geplanten Gesamtkosten). Es handelt sich hierbei um viele einzelne Details, die bei der Aufstellung des Kostenvoranschlages vor 5 Jahren nicht berücksichtigt respektiv im Laufe der Arbeiten hinzugefügt wurden, wie zum Beispiel EDV-Geräte, Geschirr oder Defibrillatoren. Danach informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass die Eröffnung des REWA am 16. Juli stattfinden wird.

In der rue de Lidice in Zolwer wird für 88.000 € ein Naherholungsgebiet errichtet. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab hierzu alle wichtigen Informationen. Da der Spielplatz an besagter Stelle erneuerungsbedürftig geworden war und die aktuelle Ausstattung (wahrscheinlich anhand der demografischen Bedingungen im Viertel) nicht ausreichend genutzt wurde, hatte man sich gemeinsam mit dem CIGL (Centre d'Initiative et de Gestion Local) Gedanken darüber gemacht, wie man dieses Areal durch eine andere Nutzung aufwerten könnte. Nun wird dieses Projekt einer „Oase der Ruhe“ für die Anwohner umgesetzt. Auf einer Fläche von 917 m² werden 3 Terrassen auf verschiedenen Ebenen angelegt werden mit vielen unterschiedlichen Erholungsmöglichkeiten und neuen Bepflanzungen. Als Hauptmaterialien werden Holz und Stahl verwendet um somit den Bezug zur „Minette“-Region herzustellen. Ein Sandkasten bleibt bestehen, damit auch Familien mit Kleinkindern von diesem Naherholungsgebiet

profitieren können. Der Beginn der Arbeiten ist für nach den Sommerferien geplant und werden bis nächstes Jahr andauern. Der Kostenvoranschlag wurde ohne Einwände vom Gemeinderat gebilligt.

Ebenfalls einig waren sich die Gemeinderäte bei den nachfolgenden Punkten. So wurden die Erneuerungsarbeiten des Trinkwasseranschlusses in der „Maison Feyder“ in Sanem, die Ausbauarbeiten am Kanalisations- und Trinkwassernetz im neuen Viertel Belval und die Instandsetzungsarbeiten der Wasserleitungen und der Kollektivantenne in der rue du Bois in Beles einstimmig verabschiedet.

CIPA „RÉSIDENCE DICKSKOPP“ IN ZOLWER WIRD ZUM STUDENTENWOHNHEIM

Bei den Immobilientransaktionen stand zunächst die Abstimmung über den Kaufvertrag mit dem Staat bezüglich des CIPA (Centre Intégré pour Personnes Agées) in Zolwer auf der Tagesordnung. In wenigen Monaten steht der Umzug des Altenheims vom Scheierhaff in das neue REWA „Résidence Op der Waassertrap“ auf Belval bevor. Das Gebäude und das dazugehörige Grundstück in Zolwer werden für knapp 7 Millionen € an den Staat verkauft, der die Räumlichkeiten zu Studentenwohnungen umfunktionieren wird.



In der rue de Lidice in Zolwer wird ein neues Naherholungsgebiet errichtet.



Das CIPA in Zolwer wird zu einem Studentenwohnheim.

Beim Vorkaufvertrag mit der Erschließungsgesellschaft AGORA betreffend eine Grundstückspartzeile auf Belval von einer Größe von ungefähr 151 Ar in der „Langwies“ für insgesamt 3 Millionen € waren sich wiederum nicht alle Gemeinderäte einig. Um in Zukunft den neuen Schulkomplex im Viertel Belval-Sud bauen zu können, muss die Gemeinde der AGORA das Grundstück hierzu abkaufen. Diese Transaktion wurde bereits 2007 im Rahmen des Abkommens „Modalités de Cession de Terrains réservés à des Aménagements publics“ beschlossen, der damalige Gemeinderat hatte auch das Dokument am 16.11.2007 verabschiedet.

Zurzeit könne man noch kein konkretes Datum zum Baubeginn des Schulkomplexes bestimmen, so der Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Dies hängt mit der Besiedlung im neuen Viertel ab, momentan werden die dort ansässigen Kinder in der „Roude Wee“-Schule aufgenommen. Jedes Jahr werden die Timings der Wohnprojekte auf Belval nachgeprüft und sobald man erkennt, dass in einem Zeitraum von 24 Monaten der nötige Zuwachs an Schülern vorhanden sein wird, kann das bereits fertige Projekt sofort mit dem Bau beginnen. Phasenweise werden auf diesem Grundstück auf Belval-Sud eine Grundschule mit 26 Klassenräumen, ein Kindergarten, eine Kindertagesstätte und eine Sporthalle errichtet. Als 5. Element kommt noch eine Projekt des Staates hinzu, ein Gebäude für die „éducation différenciée“ ist vorgesehen.

Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany zeigte sich empört über die „skandalöse Art und Weise“ wie sich die AGORA und vor allem der darin beteiligte Stahlhersteller mit dem Viertel Belval bereichern würden. Hier werde von der Gemeinde profitiert und mit wichtigen öffentlichen Infrastrukturen wie einer Schule großer Gewinn herausgeschlagen. Dementsprechend enthielt er sich bei diesem Abstimmungspunkt.

Beim definitiven Kaufvertrag zweier Grundstücke, die in der rue d’Esch in Zolwer und der Aktivitätszone „Um Woeller“ liegen, enthielt sich neben Gemeinderat Serge Urbany (déi Lénk), auch CSV-Rätin Nathalie Morgenthaler. Als Grund gab sie die gleichen Einwände an wie in den vergangenen Sitzungen, wo es um das gleiche Areal ging. Sie befürchte, dass die Ausweitung der Zone und die dazugehörigen Gebäude die umliegenden Wohnhäuser überragen könnten und dies zu einer Verminderung der Lebensqualität der dortigen Bewohner führen könnte.

Beim Kauf eines Wohnhauses in der route d’Esch in Beles waren sich die Gemeinderäte wieder einig. Für 351.000 € kauft die Gemeinde ein Einfamilienhaus das renoviert wird um danach als Sozialwohnung vermietet zu werden. Daher beteiligt sich das zuständige Ministerium mit 75 % an den Anschaffungs- und Renovierungskosten und das Sozialbüro (Office social) übernimmt die restlichen 25 % und somit auch ein Mitbestimmungsrecht über die zukünftigen Bewohner.



Auf der Parzelle „In der Langwies“ auf Belval-Sud entsteht in Zukunft ein moderner Schulkomplex.

Die weiteren Immobilientransaktionen wurden ebenfalls einstimmig verabschiedet. Hierbei handelte es sich um zwei unentgeltliche Parzellenabtretungen, um einen Pachtvertrag mit einem Bauern und um eine Konvention mit dem Staat, der AGORA, der CFL und der Gemeinde bezüglich der Überführung und des Fußgängerweges zwischen dem neuen Lyzeum auf Belval und der Zughaltestelle „Belval-Lycée“. Hiermit ist die Gemeinde nun für den Unterhalt dieser Verbindung zuständig.

Außerdem stimmten die Gemeinderäte einen Pachtvertrag mit der AGORA betreffend die Miete eines 700 m² großen Grundstückes auf dem der Skate Park angelegt worden ist. Am 7. Juni 2012 war dieser neben dem Lyzeum Belval feierlich eröffnet worden. Diese Anlage gehört zum „Parc Belval“-Gelände und wird erst in einer späteren Phase als Ganzes an die Gemeinde überschrieben. Da der Skate-Anlage bereits jetzt schon öffentlich zugänglich ist, wird nun die Gemeinde Pächter und trägt somit auch die Verantwortung.

Ein weiterer Pachtvertrag mit dem Staat behandelt die Nutzung der Umgebung des Sanemer Schlosses. Bislang verwaltete die Administration „Bâtiments publics“ den Schlosspark und jede Veranstaltung dort musste von der staatlichen Verwaltung genehmigt werden. Diese Situation führte aber dazu, dass auch Dritte den Park mieten konnten, für die die Gemeinde allerdings auch logistische Maßnahmen leisten musste ohne irgendeine Handhabe über die Organisationen zu haben.

Mit diesem Pachtvertrag läuft in Zukunft alles über die Gemeinde. Außerdem erlaubt dieser Vertrag eine langfristige Investition in den Schlosspark um ihn dann noch besser für Veranstaltungen nutzen zu können. Der Schöffenrat ist der Meinung, dass der Park mit seiner Umgebung und seiner Kulisse ein großes Potenzial darstellt, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Daneben wird auch über den Ausbau der Aktivitäten im früheren „Gemüsegarten“ nachgedacht.



Die Gemeinde ist nun zuständig für den Sanemer Schlosspark.

In diesem Zusammenhang begrüßte Gemeinderat Serge Urbany (déi Lénk) diese Entwicklung, es komme den Forderungen seiner Fraktion entgegen, dass die Gemeinde nun Verwalter des Schlossparks werde. Auf seine Frage bezüglich der Zukunft und der Nutzung des Schlosses selbst, antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass die Gebäulichkeiten weiterhin dem Staat gehören. Es gebe keine Pläne, das Schloss zu kaufen, da erstens der Staat diese Option gar nicht in Betracht zieht und zweitens die finanziellen Lasten für eine Renovierung zu hoch erscheinen. Der momentan dort mit 40 Mitarbeitern untergebrachte „CVCE“ (Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe) habe sich bislang auch nicht für einen Auszug geäußert. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) bestätigte die gute Zusammenarbeit mit der Direktorin des CVCE und man könne sich vorstellen das Erdgeschoss für z.B. gemeindeeigene Ausstellungen zu nutzen. Die anderen Räume im ersten Stock seien nicht nutzbar und der Boden des Speichers gar unbetretbar. Sodann wurde der Pachtvertrag einstimmig beschlossen.

GEMEINDEEINNEHMER STELLT RESTANTENETAT VOR

Wie jedes Jahr musste der Gemeinderat den Restantenetat billigen. Hierfür war der neue Gemeindeeinnahmeger Gilbert Koster anwesend um die nötigen Erläuterungen hierzu abzugeben. Im Gegensatz zum Rechnungsjahr 2010 zeigen die Zahlen von 2011 eine leichte Steigerung an. Mit einem Gesamttotal von ungefähr 140.000 € liegt der Restantenetat um 10 % höher als vergangenes Jahr. Auch der Teil an nicht einzutreibenden Geldern steigt von 8,4 % auf 9,5 %. Über 13.000 € wurden zur Entlastung, da dieser Anteil als nicht einzukassieren gilt. Diese Steigerung war jedoch zu erklären anhand der längeren Abwesenheit des Gemeindeeinnahmegers, der einige Monate Kurse besuchen musste und so nicht anwesend war um die Verfahren einzuleiten. Man werde den Bürgern aber versuchen entgegenzukommen, unter anderem mit der bereits geplanten Vereinfachung der Bezahlungsmöglichkeiten.

Anschließend folgten die Abstimmungen über diverse Abschlussrechnungen, das Abschlusskonto 2011 des Jugendtreffs SABA, eine finanzielle Unterstützung in Höhe von 5.800 € für die Einrichtung eines Musikprobensaals im Jugendhaus und verschiedene Subsidien. Alle Entscheidungen waren einstimmig.

Danach entschied der Gemeinderat, dass die Benutzer des „Night Rider“ in Zukunft für reservierte, aber nicht genutzte Fahrten für die Kosten aufkommen müssen. Außerdem wird die Miete der Seniorenwohnungen in der Residenz „Am Weiher“ in Sanem angehoben. Der Mietpreis richtet sich nach den Bestimmungen des Mietgesetzes. Laut der neuen Berechnung könnte man maximal 11,13 € pro Quadratmeter Miete erheben. Die aktuelle Miete von 8,85 € pro Quadratmeter wird aber nur um 10 % auf 9,70 € pro Quadratmeter angehoben. Damit liegt man noch unter dem vorgesehenen Maximum des Mietgesetzes und der Mietpreise auf dem Markt. Zusätzlich sind im Mietpreis kleinere Dienstleistungen der Gemeinde inbegriffen, wie z.B. Reparaturarbeiten.

Auf den Einwand von déi Lénk-Rat Serge Urbany, dass diese Mieterhöhung ohne größere Investitionen in die Wohnungen sei, konnten sowohl Gemeinderäte Robert Rings (déi Gréng), Jos Piscitelli (LSAP) und Jemp Schlessler als Präsident der Finanzkommission (LSAP) beschwichtigen. Es handelt sich hierbei nicht um Sozialwohnungen, diese sind nur speziell für ältere Mitbürger eingerichtet. Die Idee sei von Beginn an gewesen sich an den Marktpreisen zu orientieren und den Senioren eine altersgerechte Wohnung anzubieten. Größere Investitionen seien auch noch nicht nötig, da es sich um ein Gebäude von 2001 handelt, dementsprechend noch keine erheblichen Reparaturarbeiten anstehen. Mit einer Enthaltung wurde dieser Punkt demnach angenommen.

Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) stellte danach die Schaffung einiger neuer Posten für die Maison Relais vor. Da im Januar 2013 ein neues „Foyer Scolaire“ in Beles-Metzerlach eröffnet wird, ist auch weiteres Personal von Nöten. Also wurden Posten für 10 Erzieher (4 diplomierte Erzieher und 6 Hilferzieher), 1 Koch und 1 Hilfskoch gestimmt. Im Ganzen werden bei Schulbeginn 2012/2013 ungefähr weitere 120 Kinder in den verschiedenen Maison Relais der Gemeinde Platz finden und die Gemeinde ist stolz noch immer keine Warteliste bei den schulpflichtigen Kindern zu haben. In diesem Zusammenhang bedankte sich die Schöffin bei den Verantwortlichen der Maison Relais und beim ganzen Personal für ihre tolle Arbeit.



Die Schulorganisation 2012/2013 wurde ohne weiteres gestimmt.

SCHULORGANISATION 2012/2013 GESTIMMT

Die Schulorganisation für das kommende Jahr 2012/2013 wurde von der zuständigen Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) vorgestellt. Das entsprechende Dokument, das vom Schulkomitee (CoCo-Comité de Cogestion) aufgestellt worden ist, beinhaltet eine wesentliche Änderung.

Ab dem nächsten Schuljahr gibt es in allen 6 Schulgebäuden der Gemeinde nun eine Früh-erziehung (précoce). Somit entfällt der Transport der Kinder, auf der anderen Seite ist mehr Personal nötig. Insgesamt sind 88 Kinder im „précoce“, im „préscolaire“ (Kindergarten), 324 Kinder und in den Zyklen 2 bis 4 der Grundschule 997 Kinder eingeschrieben.

Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) lobte bei dieser Gelegenheit die gut funktionierende Arbeit des Schulkomitees und bedankte sich für die ausgezeichnete Erstellung der Schulorganisation, die sodann einstimmig verabschiedet wurde.

Anschließend wurde die Konvention mit dem „Club Senior Prénzeberg“, die Nominierung der Repräsentanten im „GECT Alzette-Belval“ (Groupement Européen de Coopération Territorial), eine Umänderung in der Zusammensetzung einer beratenden Kommission und die temporären Verkehrsverordnungen des Schöffenrats ohne Einwände vom Gemeinderat gestimmt.

GEPLANTE FUßGÄNGERBRÜCKE IN BELES – HOFFENTLICH BALD REALITÄT!

Gemeinderatsmitglied Jos Piscitelli (LSAP) begann im letzten Teil der Sitzung mit zwei Fragen an den Schöffenrat. Erstens handelte es sich um einen Vorschlag, der den Bürgern erlauben würde in den öffentlichen Gemeinderatssitzungen Fragen an den Bürgermeister, Schöffenrat und/oder Gemeinderat zu stellen. Am Beispiel der Gemeinde Niederanven präsentierte Jos Piscitelli (LSAP) diese Idee, die die Bürgerbeteiligung an der Politik unterstützen soll. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) unterrichtete daraufhin die Gemeinderats-

mitglieder, dass man bereits innerhalb des Schöffensrates über diesen interessanten aber auch streitbaren Vorschlag diskutiert habe. Es seien noch Fragen offen, juristischer und organisatorischer Natur, man wolle dieses Konzept aber weiterhin untersuchen und zu einem späteren Zeitpunkt darauf zurückkommen.

In der zweiten Frage bezüglich der geplanten Fußgängerüberwegs in Beles seitens des LSAP-Rates Jos Piscitelli stellte sich der Gemeinderat viele Fragen. Vorab gab Gemeindeingenieur Gaston Kaiser zunächst einen Überblick über den Verlauf dieser nicht enden wollenden Affäre und lieferte die Gründe warum nach so langer Zeit keine Brücke an besagter Stelle steht. Der definitive Kostenvoranschlag von 350.000 € zum Bau der Fußgängerbrücke über die Eisenbahn vom Beleser Friedhof zur rue de France wurde bereits im Juni 2010 vom damaligen Gemeinderat gestimmt. Bei den folgenden Treffen mit der CFL tauchten immer weitere Probleme auf, nach Berücksichtigung der teils kontradiktorischen Forderungen der Eisenbahngesellschaft stand der Kostenpunkt im Dezember 2011 auf einmal bei 600.000 €. Somit wurde das Projekt vorerst auf Eis gelegt.

Man stehe jetzt vor dem 3. Anlauf um dieses wichtige Vorhaben zu realisieren. Die Gemeindeverantwortlichen stehen für Mobilität und für ein Konzept der kurzen Wege, deshalb möchte man Druck in dieser Angelegenheit machen. Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) verdeutlichte, dass es bei seiner eingereichten Frage nicht um eine Kritik am Schöffensrat oder am Personal gehe, sondern seine Absicht darin bestehe, mit dieser Affäre an die Öffentlichkeit zu gehen. Ihm dränge sich nämlich immer mehr der Eindruck auf, dass die CFL die Gemeinde Sanem als Partner nicht ernst nehme und immer wieder verträste. Auch Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bestätigte, dass dieses Projekt ebenfalls für die CFL Vorteile hätte, man als Gemeinde aber den Eindruck hat immer wieder nur Steine in den Weg gelegt zu bekommen. Die Eisenbahngesellschaft solle endlich Klartext sprechen, da sich die Gemeinde jetzt nicht mehr auf diese Art und Weise der CFL verträsten lassen möchte. Für Ende Juni ist ein Treffen, das im März dieses Jahres vom Schöffensrat angefragt wurde, zwischen dem Schöffensrat und den Verantwortlichen der CFL geplant und man hoffe auf eine zufriedenstellende Lösung für beide Seiten.

Die CSV-Fraktion folgte sodann ebenfalls mit 2 an den Schöffensrat gerichteten Fragen. Bei der ersten

Anfrage erkundigte sich die CSV-Sprecherin Nathalie Morgenthaler nach den 2008 begonnenen Straßenarbeiten in der Cité Fénkelberg, die nun anstatt der mitgeteilten 2 Jahre, bis 2013 andauern werden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erläuterte, dass diese Baustelle keine gemeindeeigene, sondern eine der SUDGAZ sei. Die Verspätung resultiere aus verschiedenen Gründen, unter anderem wegen Problemen mit dem Rohrleitungsgraben für die privaten Anschlüsse, nicht ideale Witterungsbedingungen, und zusätzliche Arbeiten in weiteren Straßen der Siedlung.

Bei der zweiten Angelegenheit fragten die CSV-Gemeinderäte nach einem Brief einer Einwohnerin aus Beles. Darin beklage sich die Frau, dass ihr erstes Schreiben vom vergangenen September seitens des Schöffensrates unbeantwortet geblieben sei. Ihre Beschwerde richtete sich gegen ihren Nachbar und den Bau einer Umzäunung und eines Schwimmbades. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) konnte diesen Vorfall ohne weiteres aufklären. Die Einwohnerin habe eine mündliche Antwort erhalten und wurde schon im September 2011 darüber unterrichtet, dass der Nachbar einen Brief bezüglich der Umzäunung erhalten habe. Es bestand auch weiterhin Kontakt mit einem Bekannten der Frau, der über alle weiteren Schritte der Gemeinde wegen der Umzäunung bei seinen Besuchen im Bautenbüro informiert wurde. Wegen des Schwimmbades kann die Gemeindeverwaltung nichts unternehmen, da dieser Bau verjährt ist. Es handele sich in diesem Fall um einen Nachbarschaftsstreit, bei dem die Gemeinde sich nicht mehr als dringend nötig einmischen wolle und sich nur auf ihr Gemeindereglement berufen kann.

In geheimer Sitzung wurden abschließend 12 Personalentscheidungen getroffen, unter anderem die Demission der langjährigen Lehrerin Nelly Tessaro, die Zuordnung des Lehrpersonals für das kommende Schuljahr und einige Nominierungen für das gemeindeeigene Alten- und Pflegeheim.



Commune de Sanem